

NETCOM

Appel à communication

En partenariat avec l'Observatoire des Territoires Numériques (OTeN)

Les TIC au service d'une économie et d'un aménagement durable des territoires Comment les TIC peuvent-elles prévenir et gérer les risques environnementaux pour construire une société écologiquement responsable ?

Enjeux

Une vérité qui dérange... Qui en 2007, n'a pas encore vu ce film-documentaire réalisé par Al Gore qui lui a valu d'être prix Nobel de la Paix ? Qui n'a pas été étonné de voir que les publicités des constructeurs automobiles parlent de plus en plus de voiture propre (engagement du Lion bleu), tandis que Gaz de France nous vend des « coins de ciel bleu »... Tout d'un coup, les films catastrophes tels que L'armée des douze singes, Le jour d'après ou Le fils de l'homme ne nous paraissent plus tellement loin de nous. L'idée de « sauver le monde » ne semble plus une fiction pour certains, mais pourrait devenir la réalité de ce nouveau siècle pour la planète entière.

Pourtant, cette vérité est connue depuis le premier sommet de la terre de Stockholm en 1972. Les rapports institutionnels et les études scientifiques révèlent depuis près d'une trentaine d'années des vérités alarmantes, de moins en moins contestées par ailleurs. En effet, les chiffres parlent d'eux-mêmes : les forêts diminuent de 9 millions d'hectares par an, soit la superficie du Portugal, 50% des terres arables sont sur-sollicitées et se transforment en déserts, depuis 1950, les émissions de carbone ont dépassé la capacité de la terre à fixer le dioxyde de carbone.

L'appropriation des enjeux écologiques reste encore trop lente, tandis que les projections annoncent des scénarios catastrophes à l'horizon seulement de 2050. A vrai dire, nous vivons peut-être ces grands bouleversements tout comme nos grands-parents ont vécu autrefois les guerres et la révolution industrielle. Il est donc temps d'agir, puisque nous sommes à l'aube d'un changement profond de paradigme qui rompt avec les modèles de développements actuels et les pensées économiques traditionnelles.

Les communautés scientifiques ont un vrai rôle à jouer comme le démontre Lester R. Brown, fondateur du World Watch Institute en 1974. Dans son livre « Eco-économie, une autre croissance est possible, écologique et durable », il prône l'idée de construire une éco-économie dont l'écologie fixe le cadre de la politique. Pour lui, les travaux de recherche peuvent faire avancer les esprits, structurer des argumentaires audibles par les acteurs politiques et économiques et proposer des solutions concrètes. Il propose par exemple que les chercheurs travaillent à calculer le coût des perturbations environnementales pour l'intégrer dans les modèles politiques et économiques. En appliquant cette méthode à tous les domaines, les décideurs pourront faire des choix plus écologiquement responsables. Pour cela, il est important que les écologistes, économistes et les autres spécialistes (politologues, géographes, sociologues, historiens, etc.) travaillent ensemble pour fournir de nouveaux référentiels tant politiques, économiques que sociaux et culturels.

A l'échelle de la France, le changement de paradigme est en train de s'organiser. Après les premiers signaux d'alertes issus de spécialistes médiatiques tels que René Dumont, le commandant Cousteau, Nicolas Hulot ou Yann Artus Bertrand qui ont relayé les mises en garde des écologistes scientifiques et politiques exprimées depuis plus de trente ans ; c'est désormais un signal politique fort qui s'est mis en place avec la publication du rapport du GIEC à Paris et l'avènement des premières Grenelles de l'environnement, en octobre 2007. Pour avancer dans ce sens, la communauté scientifique française a tout intérêt à se mobiliser, et ce, dans tous les domaines.

Objectifs

Si l'utilisation d'Internet et des TIC au service des politiques territoriales de développement durable est inscrite dans la Stratégie Nationale de Développement durable actualisée en Octobre 2006, force est de constater que les TIC sont les grands absents des débats du Grenelle de l'Environnement, alors qu'elles peuvent apporter des moyens concrets à l'anticipation des fléaux environnementaux (SIG, plateforme de services, etc.), à la gestion optimale des échanges sociaux et économiques (e-transport, e-santé, e-travail, etc.), à la réduction des pollutions (dématérialisation des échanges réduisant la consommation d'énergie et de papier, etc.) ou encore à la sensibilisation des enjeux par les acteurs (informations et services en ligne, pédagogie et formation, etc.).

Cependant, la question des risques écologiques directement liés aux TIC ne peut être évitée. En effet, l'énergie supplémentaire pour connecter les 1,6 milliards de nouveaux internautes en 2010 devra tripler. Les ordinateurs et téléphones portables utilisent souvent plus de 1000 matériaux, dont des métaux lourds dont le transport génère beaucoup de pollution et d'emballage. La directive européenne sur les déchets électriques et électroniques, en application depuis le 15 novembre 2006 en France, ne règle pas tout. A cela, certains répondent qu'il faut définir des « technologies vertes » qui allient progrès et respect de l'environnement. Mais, comment mettre à disposition du plus grand nombre et notamment éclairer les décideurs politiques sur l'urgence de construire un catalogue de techniques utiles et respectueuses de notre environnement immédiat ?

La revue NETCOM, en partenariat avec l'Observatoire des Territoires Numériques (OTeN), lance un appel à communication pour mobiliser la communauté scientifique sur la question du « rôle et de l'intérêt des TIC au service d'une économie et d'un aménagement durable des territoires ». Il s'agit donc de comprendre comment les TIC peuvent prévenir et gérer les risques environnementaux pour construire une société écologiquement responsable.

Les contributions pourront s'inscrire dans les trois dimensions du développement durable, définies par le rapport de Gro Harlem Brundtland (1983) : l'économie, l'écologie, l'équité sociale, mais devront également prendre en compte les trois leviers d'actions essentiels pour les territoires, à savoir : la gouvernance politique et réglementaire, l'innovation technologique et les moyens financiers.

Ce numéro spécial de NETCOM a vocation à éclairer les décideurs publics sur les nouveaux modèles de développement territoriaux alliant TIC et durabilité et leur proposer des exemples concrets de projets numériques, économiques et sociétaux, ainsi que des bonnes pratiques des TIC au service de l'environnement, de l'économie et de l'équité sociale.

Thèmes

1/Eco-politique : les TIC au service des politiques publiques de développement durable

- Gouvernance, stratégie mondiale et locale, mise en réseau des acteurs
- TIC comme outils d'anticipation, de gestion, de suivi des évolutions environnementales qui s'inscrivent dans la stratégie nationale et européenne d'adaptation au réchauffement climatique,
- TIC au service de l'objectif de facteur 4¹, inscrit dans la loi d'orientation énergétique du 13 juillet 2005,
- TIC comme sources d'informations et de nouveaux services en ligne

2/Eco-économie : les TIC au service de nouveaux modèles économiques de croissance

- nouveaux modèles économiques incluant les coûts de l'environnement
- nouvelles stratégies d'acteurs : vers des offres économiques numériques durables ?
- nouveaux projets, nouveaux business : l'innovation technologique au service de l'écologie

¹ Facteur 4 : idée que l'on peut obtenir deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources. Source : Ernst von Weizsäcker, Amory B.Lovins et L.Hunter Lovins (1997), édition Terre vivante

3/Eco-Territoires : les TIC au service d'un nouvel aménagement durable des territoires

- Aménagement et économie durable des territoires : nouveaux schémas de développement, nouvelles normes, nouveaux modèles financiers, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences qui prennent en compte les conséquences du réchauffement climatique,
- Le rôle du virtuel dans l'aménagement durable des territoires
- Ville durable : quels nouveaux services publics durables ?
- Réorganisation des flux : transports, *commuting* quotidien, travail à distance

3/ Eco-Société : les TIC au service de la prise de conscience collective

- Usages territoriaux des TIC pour contribuer à une démarche territoriale durable
- TIC comme outil de sensibilisation, d'information et de nouveaux services aux citoyens
- TIC comme outils de diffusion des bonnes pratiques : éducation et formation des citoyens, des entreprises et des administrations

Calendrier et renseignements

Envoi des propositions – avant le 31 janvier 2008

Le délai pour la réception des propositions de communications est fixé au **31 janvier 2008**. Les propositions doivent comporter les coordonnées complètes de l'auteur (ou des auteurs), le titre de l'article, un résumé de deux pages maximum (Arial, police 10), quelques mots clés, le contexte théorique, la méthodologie et les résultats attendus ainsi que quelques références bibliographiques.

Les propositions doivent être envoyées par mail à : ullmann.charlotte@gmail.com et evandamme@oten.fr

Acceptation des réponses – 29 février 2008

Les réponses d'acceptation des articles seront communiquées autour du **29 février 2008**.

Envoi des articles complets – 30 mai 2008

Les articles complets devront être envoyés au plus tard le **30 mai 2008** pour être intégrés dans le numéro de NETCOM, à paraître début juillet.

Toutes les illustrations (cartes, schémas, tableaux) doivent être conçues en noir et blanc. Les fichiers « images » (tif, jpg, gif) peuvent être intégrés directement dans les articles, mais les fichiers sources (eps.) doivent être transmis en pièce jointe.

NETCOM

Comité scientifique

- Henry BAKIS, Vice Président de la commission UGI Géographie de la Société de l'Information; Professeur à l'Université de Montpellier III, UMR ESPACE
- Philippe VIDAL (Univ. Le Havre, France)
- Maria PARADISO (Univ. del Sannio, Benevento, Italy)
- Lawrence WOOD (Ohio University, USA)

Secrétariat de rédaction

- Bernard CORMINBOEUF - Secrétaire de rédaction et webmestre - (Ing., UMS 2414 RIATE, Paris)
- Elisabeth BAKIS (Master Sciences et Technologies du Management, Montréal)
- Charlotte ULLMANN (Dr., Chargée de mission, Caisse des Dépôts, Paris)
- Lawrence WOOD (Ass. Pr., Univ. Ohio, USA)

Comité de lecture

- Yoshio ARAI (Pr., Univ. Tokyo at Kamaba, Japan)
- Henry BAKIS (Pr., Univ. Montpellier III, France)
- Philippe CADENE (Pr., Univ. Paris 7, France)
- Anne CADORET (Dr., Univ. Nantes, France)
- Annie CHENEAU LOQUAY (Dir. CNRS Hab, Centre d'Etude d'Afrique Noire, Bordeaux, France)
- Gabriel DUPUY (Pr., Univ. Paris 1, France)
- Emmanuel EVENO (Pr., Univ. Le Mirail, Toulouse, France)
- D. C. GIBBS (Pr., Univ. of Hull, U. K.)
- Pascal GILLON (Asst Pr., Univ. Franche-Comté, France)
- Peter GRÄF (Pr., Aarhen, Germany)
- Loïc GRASLAND (Pr., Univ. d'Avignon et des Pays du Vaucluse)
- Woo-kung HUH (Pr., Seoul National Univ., Korea/Corée S.)
- Tommi INKINEN (Docent, Univ. of Helsinki, Finland)
- Vincent KAUFMANN (Pr., École Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse)
- Aharon KELLERMAN (Pr., Univ. of Haifa, Israel)
- Andreas KOCH (Pr., Munich, Germany)
- John LANGDALE (Pr., Maquary Univ., Sydney, Australy)
- Feng LI (Pr., Univ. of Newcastle, UK)
- Becky P.Y. LOO (Pr., Univ. Hong Kong)
- Sten LORENTZON (Pr., Univ. Goteborg, Sweden)
- Gilles PACHÉ (Pr., Univ. Montpellier I, France)
- Maria PARADISO (Pr., Univ. del Sannio, Benevento, Italy)
- Céline ROZENBLAT (Pr., Univ. de Lausanne, Suisse)
- Joana Maria SEGUI PONS (Pr., Univ. of Balearic Islands, Palma, Spain)
- Charlotte ULLMANN (Dr., Chargée de Mission, Caisse des dépôts, Paris)
- Benoît VELER (MultiGéo, Grenoble, France)
- Philippe VIDAL (Asst Pr., Univ. Le Havre, France)
- Mark WILSON (Pr., Michigan State Univ., USA)